

RIO+20 : LE RENDEZ-VOUS MANQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE... ET POUR L'EAU !

La Conférence des Nations-Unies sur le Développement Durable RIO+20 vient de s'achever. Après 6 mois d'intenses et difficiles négociations, les Etats ont adopté un texte de consensus basé sur le plus petit dénominateur commun et dont beaucoup admettent qu'il n'est pas à la hauteur des enjeux et des attentes non seulement des populations mais de nombre d'Etats eux-mêmes.

Dans un contexte de crise économique et de repli sur des intérêts nationaux de court-terme, les Etats ont échoué à définir une nouvelle politique de développement durable et à montrer la voie du futur que nous voulons. Car ce texte fait surtout état de principes généraux, sans être réellement tourné vers l'action et sans que, dans l'ensemble, de nouveaux engagements n'aient été pris. Privé de vision politique, il passe sous silence nombres des défis actuels comme la mondialisation, l'épuisement des ressources naturelles ou l'évolution de l'économie mondiale.

Avec en outre certains reculs comme pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. Certes, le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement a pu être maintenu malgré l'opposition ferme du Canada, et l'eau est reconnue comme étant au cœur du développement durable. Toutefois, il est inacceptable que les États membres de l'ONU s'accordent sur un texte qui ne les engage pas directement à mettre en œuvre le droit humain à l'eau et à l'assainissement, droit fondamental reconnu par la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 juillet 2010. Or, le droit humain à l'eau et l'assainissement ne sera efficace que si les gouvernements l'incluent dans leur législation nationale et le mettent en œuvre au niveau local.

Il est tout autant inacceptable que le texte ne mentionne pas la question du partage équitable des eaux transfrontalières et ne fasse pas état de la gestion de la ressource en eau par bassin versant. C'est sans prendre en compte le fait que les 276 bassins transfrontaliers dans le monde hébergent 40% de la population mondiale et génèrent environ 60% du débit d'eau douce mondiale. Il n'y a pas de gestion durable de l'eau sans coopération à travers les frontières politiques.

Face à ce manque d'ambition générale de la Déclaration, la société civile s'est largement mobilisée. Réflexions, débats, manifestations, elle a porté ses propositions et recommandations au sein de la Conférence officielle et du Sommet des Peuples. Mais elle n'a trouvé que peu d'échos auprès des leaders mondiaux. Un blocage tel que le groupe représentant les ONG à l'ONU s'est positionné contre ce texte et a demandé que la mention « avec la pleine participation de la société civile » soit retirée du premier paragraphe.

Pour autant, les gouvernements doivent se rappeler qu'ils représentent les citoyens de leurs pays. Il est de leur responsabilité de proposer un avenir meilleur et soutenable pour les générations actuelles et futures. En incluant la société civile, porteuse de propositions et de solutions alternatives, ils doivent relever les défis, dont ceux sur l'eau.

Les prochains temps forts internationaux seront l'occasion pour la société civile de poursuivre sa mobilisation afin d'inciter les Etats à s'engager de manière effective, bâtir de nouveaux espoirs et remettre l'humain au cœur de toutes les politiques de développement. L'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2015, la prochaine élaboration d'une feuille de route pour la définition et la mise en place des Objectifs de Développement Durable (ODD) seront autant de rendez-vous incontournables.

Les Etats doivent agir. Maintenant. Car le développement durable n'attend pas.

Contact : Kristel MALEGUE, Coordinatrice : kristel.malegue@coalition-eau.org / +33 (0)1 41 58 50 54
www.coalition-eau.org

La Coalition Eau regroupe 31 ONG françaises mobilisées pour promouvoir un accès à l'eau et à l'assainissement pérenne pour tous.

Sont membres : ACAD, Action contre la Faim, ADEDE, AVSF, CCFD, Coopération Atlantique Guinée 44, CORAIL, CRID, 4D, East, Eau Sans Frontières International, Eau Vive, Enda, Green Cross International, GRED, GRET, Helen Keller International, Hydraulique Sans Frontières, Ingénieurs Sans Frontières, Initiative Développement, Kynarou, Les Amis de la Terre, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours Catholique – Caritas France, Secours Islamique France, Sherpa, Solidarité Eau Europe, Toilettes du Monde, Triangle Génération Humanitaire, WEFC, WWF France.